

Le nombre de passagers transportés par le groupe Lufthansa et ses activités de transport de fret ont continué de chuter en février en raison de la conjoncture mondiale défavorable. Le transport de fret, particulièrement exposé à l'évolution de la conjoncture économique, a sombré de près de 25% en février sur un an, à 109.000 tonnes. Lufthansa Cargo a déjà réduit ses activités de 20% depuis le début de l'année pour s'adapter à l'effondrement de la demande et a annoncé des mesures de chômage partiel.

Aujourd'hui

Résultats

Freinée par la crise, la SNCF a vu son bénéfice net chuter à 575 millions d'euros sur l'exercice 2008, contre 1,1 milliard en 2007, soit une baisse de 48,5%. La SNCF annoncera ses résultats annuels officiellement aujourd'hui à l'issue d'un Conseil d'administration. L'activité fret SNCF, en difficulté chronique, a pesé sur les comptes de la compagnie publique, avec une perte chiffrée fin février de "environ 350 millions d'euros" par Pierre Blayau, patron de la branche transports et logistique. Quant à 2009, la SNCF s'attend à voir son trafic grandes lignes nettement ralentir, essentiellement en raison de la crise économique, qui a en revanche épargné l'activité de 2008.

Institutions/
InfrastructuresLogistique :
Les études de 2008
sont prometteuses

La quatrième Assemblée générale du Pôle d'Intelligence Logistique-Europe du Sud - PIL'ES - vient d'être organisée à l'Établissement public d'aménagement du Nord-Isère. Les responsables ont rappelé les faits marquants de 2008 dont les résultats alimentent les dossiers examinés cette année.

Cruise Europe :
Southampton
en tête

L'association Cruise Europe - qui réunit une centaine de ports de la façade Atlantique intervenant dans le secteur des croisières maritimes - vient de publier le bilan de l'année passée. Et celui-ci est plutôt flatteur.

LGV Bretagne-
Pays-de-la-Loire :
Des communes
veulent des
indemnités

Trente-huit communes d'Ille-et-Vilaine, de Mayenne et de la Sarthe ont créé une association pour obtenir des indemnités pour le passage de la future LGV Bretagne-Pays-de-la-Loire.

PORTS DE MULHOUSE-RHIN

Bonne résistance en 2008



La performance est notable au regard de la conjoncture : les Ports de Mulhouse-Rhin (PMR) ont pratiquement stabilisé leur trafic l'an dernier au niveau de 5,5 millions de tonnes.

La baisse du trafic fluvial a été contenue à 1,2% pour aboutir à un total transporté de 5.561.300 tonnes. Dans les derniers mois de l'année, l'effet crise a surtout touché les produits chimiques et les métallurgiques, aussi bien en entrées qu'en sorties. Ces deux postes affichent au final un recul respectif de 13,5 et 26%, à 661.900 et 103.300 tonnes. La stabilité caractérise les produits pétroliers (1,3 million de tonnes) et les produits agricoles (902.700) tandis que la progression la plus significative (+10%) est à mettre au crédit des denrées alimentaires, à 532.800 tonnes. Parmi les nouveaux trafics, l'établissement mulhousien a surtout capté un flux d'import de pierres naturelles.

"L'OFE s'avère
complémentaire
du conteneur
fluvial"

L'évolution des conteneurs fluviaux se situe en phase avec celle du vrac : -1,7%. Les PMR réduisent leur dépendance au flux de pièces des usines PSA vers l'Iran et l'Amérique latine : celui-ci ne représente plus que 35% du volume total situé à 52.981 Evp, contre quelque 60% il y a quelques années lorsque leur boom avait poussé la statistique à plus de 100.000 Evp. Le caractère de long terme de ces contrats les rend moins immédiatement sensibles à la crise automobile, notent les PMR.

TRANSFERT DE L'EAU
VERS LE FER

Le conteneur ferroviaire, qui n'est pas encore arrivé à maturité,

a progressé de 58% pour se situer à 23.800 Evp, dont 5.700 dans l'Ottmarsheim Flanders Express lancé depuis avril par IFB et CTS OBERRHEIN SERVICE à raison de deux navettes hebdomadaires. "Cette offre remplit bien sa vocation de boost de l'import et le phénomène de transfert de l'eau vers le fer n'a globalement pas été observé. L'OFE s'avère donc complémentaire du conteneur fluvial caractérisé chez nous par des boîtes vides à l'entrée et pleines en sortie", souligne Jacky Scheidecker, directeur des PMR.

LOGISTIQUE
ET COLIS LOURDS

Parmi les nombreux thèmes qui mobilisent l'établissement sous concession CCI, quatre se distinguent : la rénovation ce semestre de l'informatique en vue d'optimiser la gestion relation-client, la création en cours d'année d'un hub vraquier, la logistique et les colis lourds. En matière d'entrepôts, les 42.000 m² en sept cellules que le suisse Monod doit livrer début 2010 entendent proposer une offre trimodale dernier cri aux logisticiens ou aux chargeurs. Quant aux colis lourds, l'enjeu clairement affiché consiste à attirer à Mulhouse les turbines toujours plus massives d'ALSTOM et GENERAL ELECTRIC qui aujourd'hui partent de Belfort direction Strasbourg, soit 150 km en convoi exceptionnel. Mais ceci suppose de refondre le préacheminement aux abords du port haut-rhinois.

Christian ROBISCHON

TOULON

Le port de commerce bloqué jusqu'à demain

Le port de commerce de Toulon-La Seyne-sur-Mer-Brégaillon (Var) sera bloqué jusqu'à demain, a annoncé le responsable du syndicat CGT de la fédération des ports et docks de Toulon, Yves Pasqualini, qui a sollicité une réunion avec le préfet du Var.

Une quarantaine de dockers inquiets des conséquences de la suspension de la liaison maritime Toulon-Rome bloquent depuis lundi matin les accès au port de commerce. "Nous maintenons notre action jusqu'à jeudi, jusqu'à ce que TPM (la communauté d'agglomération Toulon-Provence-Méditerranée, NDLR) et la Chambre de commerce et d'industrie apportent des réponses à nos questions. En attendant, nous souhaitons que le préfet nous reçoive en personne", a déclaré M. Pasqualini. "On ne va pas tout casser. Nous, ce que

l'on veut, c'est du travail. On veut le rétablissement de la ligne Toulon-Rome, on demande trois ou quatre bateaux par mois pour pouvoir travailler", a-t-il ajouté.

Les dockers du port de commerce de Toulon-La Seyne-Brégaillon réclament la mise en œuvre des financements nécessaires à la réouverture immédiate de l'"autoroute de la mer" entre la France et l'Italie suspendue depuis le 26 février en raison de la mauvaise conjoncture, selon l'opérateur GLD LINES. Ils revendiquent le maintien de tous les emplois sur le site, treize permanents et trente

journaliers, ainsi que des investissements dans les équipements sur le port afin de pérenniser les activités. Une délégation a été reçue lundi par des représentants de la communauté d'agglomération TPM qui s'est engagée à intervenir auprès de la CCI, concessionnaire du port, et de l'armateur pour trouver des solutions.

Ouverte en 2005 par les armateurs français LOUIS-DREYFUS ARMATEUR (LDA) et italien GRIMALDI, réunis dans une société commune, GLD Lines, cette autoroute maritime avait pour ambition de concurrencer le trajet routier qui oblige les camions à emprunter le tunnel de Fréjus ou du Mont-Blanc. Selon le directeur général de GLD Lines, Paul Kyprianou, en 2008 le nombre de véhicules transportés a chuté de 58% par rapport à 2007.

Entreprises

Union Naval
Marseille :
La liquidation,
un "gâchis"

L'UNM a été placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Marseille, qui a suivi les demandes de la direction de l'entreprise. Les salariés devraient faire appel de cette décision qui sonne le glas de la réparation dans le premier port de France. Si elles s'accusent mutuellement, toutes les parties s'entendent sur la notion de gâchis.

Veolia :
Un profit amputé
de moitié en 2008

Le groupe de services Veolia Environnement (eau, déchets, etc.) a réalisé en 2008 un profit amputé de moitié et va procéder à d'importantes réductions de coûts pour accroître sa rentabilité en 2009.

Maurel et Prom :
Cession
de sa filiale
colombienne

La société pétrolière Maurel et Prom cède pour 748 millions de dollars (589 millions d'euros) sa société d'exploration et de production d'hydrocarbures Hocol en Colombie à la compagnie colombienne Ecopetrol.

TLF
Rhône-Alpes :
"Le port
de Marseille
n'appartient pas
à la CGT.."

Après avoir entendu les propos d'un syndicaliste CGT du port de Marseille déclarer sur "Europe 1" hier matin que le port de Marseille appartient aux familles des adhérents de l'organisation syndicale, Dominique Di Bello, président de TLF Rhône-Alpes, s'est indigné.

Exportations

Les exportations de l'Allemagne, première économie exportatrice mondiale, ont baissé de 20,7% sur un an en janvier. Les importations sur la même période ont, elles, reculé de 12,9%. Les exportations de l'Allemagne vers les autres pays de l'Union européenne ont souffert, chutant de 18,7% sur un an en janvier, tandis que celles vers les pays tiers ont reculé encore plus fortement, de 24,5%. Très dépendante du commerce extérieur pour son dynamisme économique, l'Allemagne souffre plus que d'autres économies européennes de la récession mondiale et s'attend à un recul de 2,25% de son Produit intérieur brut cette année.

Adoption

Le Sénat a adopté lundi le projet de loi qui donne naissance au gendarme de la concurrence du rail français, étape importante dans la libéralisation des chemins de fer. Baptisée Autorité de régulation des activités ferroviaires (ARAF), cette instance sera chargée des litiges concernant l'attribution des sillons français par Réseau ferré de France (RFF, propriétaire du réseau), c'est-à-dire des créneaux horaires - payants - sur les voies de chemin de fer. Dotée de "larges pouvoirs d'enquête et de sanction", elle devrait être installée avant la fin du premier semestre 2009.

Recul

La balance commerciale tchèque a affiché un excédent de 3,5 milliards de couronnes (127 millions d'euros) en janvier, moins du tiers du résultat de janvier 2008, avec une chute record des importations et des exportations. Les exportations ont chuté de 24% et les importations de 21,3% en comparaison annuelle, ce qui représente le plus gros déclin annuel du commerce extérieur depuis la création de la république tchèque en 1993. Les exportations automobiles, un des moteurs de la croissance tchèque, ont été les plus touchées, avec une chute de 507 millions d'euros en comparaison annuelle.

Taxes

Pour faire face à la crise économique mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a demandé au Brésil de baisser ses taxes à l'importation. L'OMC a ainsi recommandé au Brésil de "persévérer dans son engagement de donner un nouvel élan au commerce et aux investissements, y compris par une réduction réelle de ses mesures de protection douanière, l'utilisation moins fréquente d'interdictions à l'importation et l'introduction d'une meilleure prévisibilité pour les investisseurs étrangers". L'OMC souligne que le Brésil a augmenté son niveau global de protection douanière, qui est passé de 10,4% en moyenne en janvier 2004 à 11,5% en janvier 2008.

PIL'ES**LOGISTIQUE****Les études de 2008 sont prometteuses**

La quatrième Assemblée générale du Pôle d'Intelligence Logistique-Europe du Sud - PIL'ES - vient d'être organisée à l'Établissement public d'aménagement du Nord-Isère. Les responsables de l'active association ont rappelé les faits marquants de 2008 dont les résultats alimentent les dossiers examinés cette année.

En 2008, deux grandes études ont été réalisées, l'une a concerné la logistique dans le territoire de Chesnes, et la seconde la logistique fret ferroviaire. Cette seconde enquête a montré que, sur trente-deux entreprises embranchées au fer, très peu utilisaient ce mode de transport. Pour certains tronçons, RFF est propriétaire, pour d'autres ce sont l'EPANI ou d'autres communautés, et on recense aussi des rails privés. La complexité administrative ne facilite pas le recours au fer, très sous-exploité et en complet décalage avec le potentiel multimodal existant. L'enquête réalisée a constitué une base de travail pour débloquer le dossier et ce sont aujourd'hui vingt-cinq entreprises qui sont susceptibles de beaucoup mieux recevoir du fret par fer, en attendant que les trente-deux usines logistiques ne soient complètement sur les rails. Cette année, les trente-cinq adhérents du PIL'ES (sociétés logistiques,

industriels, sociétés de services immobiliers et informatiques...) et leurs alliés poursuivent l'examen du dossier du wagon isolé en ayant le dessein de lancer un appel d'offres pour trouver et traiter avec un opérateur ferroviaire de proximité, public ou privé.

CRÉATION D'UNE FORMATION

La formation de manager de proximité, mise en place sous l'impulsion du PIL'ES, a permis à dix personnes de suivre vingt et un jours de formation existant en dix mois. Depuis janvier, ce sont douze personnes qui ont intégré la deuxième session qui se déroule à la CCI Nord-Isère. "D'autres branches d'activités que la logistique ont des besoins similaires et la CCI travaille actuellement pour reprendre une grande partie de notre formation logistique tout en l'adaptant et en y ajoutant des modules

"On parle d'intelligence logistique"



propres à la métallurgie, au BTP, à la chimie, au textile, etc.", observe Pascal Loustalot, président du PIL'ES (jusqu'en décembre 2010 - pas plus de deux mandats de deux ans !).

RECOURS À LA HAUTE TECHNOLOGIE

En 2008, le Pôle a créé plusieurs outils de communication dont une plaquette et un film. "Nous les utilisons largement pour montrer les multiples facettes de ces métiers modernes et d'avenir. On parle d'intelligence logistique, ce n'est pas pour nous faire plaisir, mais bien parce que la logistique recourt de plus en plus à de la haute technologie et exige de plus en

plus de cadres et d'innovation", insiste M. Loustalot.

PIL'ES adhère complètement au nouveau cluster logistique régional qui sera largement présenté en juin, lors du salon Spilog. Jean-Luc Chappuis, chef de projet pour PIL'ES et dirigeant de l'agence régionale GOODMAN (groupe immobilier à capitaux australiens) interviendra sur "le bâtiment logistique innovant".

Pour Pascal Loustalot, qui dirige NYK LOGISTICS FRANCE, "2009 sera une année horrible, mais l'entreprise reste saine et solide malgré la crise et elle attend avec impatience 2010 avec déjà l'annonce de l'accueil de nouveaux clients".

Annick BÉROUD

CRUISE EUROPE PORTUAIRE**Southampton en tête**

L'association Cruise Europe - qui réunit une centaine de ports de la façade Atlantique intervenant dans le secteur des croisières maritimes - vient de publier le bilan de l'année passée. Et celui-ci est plutôt flatteur.

L'association Cruise Europe vient de publier son bilan pour l'année 2008. Et il est très positif. Ainsi avec 7,86 millions de croisiéristes, la fréquentation des ports de l'association a progressé de 22% par rapport à 2007 (6,44 millions). Cruise Europe a totalisé 6.335 escales dans les ports (5.684 en 2007). Le nombre moyen de passagers par touche a progressé de 1.134 à 1.241.

Premier port pour la fréquentation depuis de nombreuses années, Southampton demeure le leader en 2008 avec 971.258 croisiéristes et... 21,6% de plus qu'en 2007 ! L'écart avec le second, Copenhague, se creuse : le port danois, qui avait vu passer 502.000 passagers en 2007, a progressé à 560.119 en 2008... moins vite que le port anglais

(+11,6%). Quatre autres ports de la façade Ouest ont dépassé les 300.000 visiteurs : Lisbonne (407.508), Saint-Petersbourg (394.644), Tallinn (376.974) et Stockholm (363.276). À souligner que sur les six plus grands ports de l'Ouest pour les croisières, quatre sont situés sur la Baltique.

LES PORTS NORMANDS EN FORCE

Les ports français sont également présents au sein de Cruise Europe : dix d'entre eux sont classés. Ce sont trois ports normands qui arrivent aux trois premières places, Le Havre (78.250 croisiéristes), Cherbourg (31.500) et Rouen (26.261).

B.T.

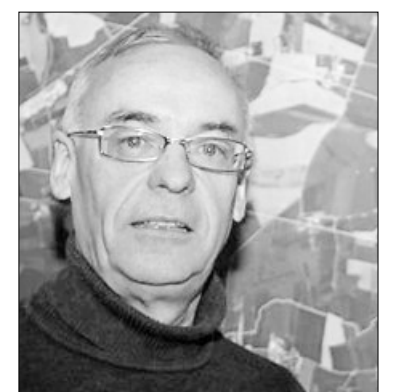
LGV BRETAGNE-PAYS-DE-LA-LOIRE FERROVIAIRE**Des communes veulent des indemnités**

Trente-huit communes d'Ille-et-Vilaine, de Mayenne et de la Sarthe ont créé une association pour obtenir des indemnités pour le passage de la future LGV Bretagne-Pays-de-la-Loire.

Face au passage de la future LGV Bretagne-Pays-de-la-Loire, des communes se sont organisées en association pour demander des indemnités. "Cette association a pour but principal de faire reconnaître les préjudices qui résultent de la LGV et solliciter une compensation juste et équitable", a expliqué M. Desrues, président de la toute nouvelle association et maire de Torcé (Ille-et-Vilaine).

Cette compensation, sorte de redevance, devrait être payée par la future entreprise qui sera choisie pour réaliser les travaux et la maintenance de cette ligne, selon lui. L'appel d'offre pour ce gestionnaire a été lancé en décembre. "Ce n'est pas une demande farfelue, il existe des systèmes de redevance par exemple pour les pylônes de la THT ou pour les autoroutes", a encore expliqué M. Desrues qui évoque un chiffre de 10.000 euros par kilomètre et par an.

M. Desrues, maire d'une commune concernée par 5,5 km de ligne nouvelle, énumère des préjudices notamment d'ordre fiscaux et environnementaux. L'association baptisée "Association des communes traversées par la LGV Bretagne-Pays-de-la-



Michel Desrues

Loire" a vocation à rassembler toutes les collectivités concernées par le passage de la ligne, soit 57 communes selon M. Desrues.

3,4 MILLIARDS D'EUROS

En juillet, le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, a officialisé à Rennes ce projet de LGV qui doit permettre en 2014 de relier Paris à Rennes en 1 h 27 et à Brest en 3 heures pour un coût évalué à 3,4 milliards d'euros. Une nouvelle ligne de 182 km doit être construite entre Rennes et Connéré (Sarthe), à 20 km à l'Ouest du Mans où s'arrête l'actuelle ligne rapide du TGV Atlantique entrée en service en 1989.

UNION NAVAL MARSEILLE

RÉPARATION

Liquidation de l'UNM : Le "gâchis"

L'UNM a été placée en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Marseille, qui a suivi les demandes de la direction de l'entreprise. Les salariés devraient faire appel de cette décision qui sonne le glas de la réparation dans le premier port de France. Si elles s'accusent mutuellement, toutes les parties s'entendent sur la notion de gâchis.

Hier matin, le tribunal de commerce de Marseille a prononcé la liquidation immédiate de l'UNION NAVAL MARSEILLE. La dernière société de réparation lourde française sur la côte méditerranéenne doit donc disparaître, comme l'avait demandé à l'audience son propriétaire, le groupe espagnol BOLUDA, qui avait créé cette filiale sur les ruines de la COMPAGNIE MARSEILLAISE DE RÉPARATION (CMR) fin 2006.

"Malgré les arguments invoqués par les salariés, il ressort des pièces versées aux débats que le carnet de commandes est quasiment nul et ne permettrait pas d'assurer l'activité de l'entreprise sans générer de nouvelles dettes", dit la décision du tribunal. "En outre, les délais de recouvrement des créances clients ne seraient pas compatibles avec les délais de la procédure de redressement judiciaire", ajoute la décision, précisant que "l'UNM se trouve dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible" et que "les éléments présentés au tribunal établissent que le redressement de l'entreprise est manifestement impossible".

Pour Geneviève Maillet, avocate de la direction, "C'est un

gâchis (...) L'UNM est obligée de partir de Marseille alors qu'elle avait un projet de quinze ans". L'avocate reproche à la CGT "des exigences impossibles à supporter" par la direction : "Nous avons fait tous les efforts pour éviter cette situation à laquelle nous avons été contraints".

ACCUSATIONS DE FAILLITE VOLONTAIRE

Les salariés expriment aussi leur déception. "Cette liquidation va engendrer une situation catastrophique pour le port et pour la ville", déplore leur avocat, Fabrice Cirillo. On ne peut pas imaginer que le port de Marseille se passe de réparation navale". Il regrette une décision "qui va mettre 130 personnes au chômage" et qui suit, d'après lui, les prises de position des Pouvoirs publics dans cette affaire.

"Leur message était clair : «liquidez cette entreprise»". Contrairement au tribunal de commerce, M^e Cirillo estime que les créances de l'UNM, "3,5 millions d'euros de réparations non réglées plus 2,5 millions pour le «Corse»", qui est toujours en cale sèche sur les chantiers de la société, ainsi que "200.000 euros



de TVA non récupérée auprès du Trésor public", permettraient "largement de compenser les 6 millions d'euros de dettes invoquées par la direction".

Au-delà de cela, les représentants CGT des salariés et leur avocat accusent les dirigeants de l'UNM d'avoir "coulé volontairement leur société" pour justifier leur retrait d'une place peu propice, au vu de l'importance de la CGT. Pour étayer ses propos, l'avocat évoque le cas du "Giolata" (voir encadré), qui est finalement parti hier chez UNION NAVAL BARCELONA. Il affirme que "l'UNM n'a même pas répondu à l'appel d'offres pour préparer ce navire" et qu'en

outre, parmi les réparations non payées, figurent des navires appartenant au groupe Boluda. "Le «Mar B» et le «Veronica B» laissent 800.000 euros d'impayés depuis la reprise de la société en 2006", explique Noël Kouici, délégué général CGT de l'UNM.

Chaque partie a désormais dix jours pour faire appel, ou il sera procédé au licenciement de l'ensemble du personnel sous deux semaines. M^e Cirillo estime qu'il y a toutes les chances que ses clients lui demandent d'user de cette possibilité. "Nous n'avons plus rien à perdre", conclut-il.

Franck ANDRÉ avec AFP

"Une situation catastrophique pour le port et pour la ville"

"Actions" en série sur le port

Des salariés de l'UNM ont participé au blocage des entrées des bassins Est du port de Marseille hier matin. Cette action, appuyée par les agents grutiers et portiqueurs du GPMM, constitue une réaction à l'intervention des forces de l'ordre tôt hier qui ont pu libérer le ferry de la Compagnie méridionale de navigation "Giolata". Habituellement réparé à Marseille, le navire était en partance pour un arrêt technique dans les chantiers de l'Union Naval à Barcelone. Les salariés CGT de l'UNM ont annoncé d'autres actions pour aujourd'hui.

VEOLIA ÉNERGIE

Un profit amputé de moitié en 2008

Le groupe de services VEOLIA ENVIRONNEMENT (eau, déchets, etc.) a réalisé en 2008 un profit amputé de moitié et va procéder à d'importantes réductions de coûts pour accroître sa rentabilité en 2009.

Le bénéfice net de VEOLIA a chuté de 56% à 405 millions d'euros en 2008, alors que les analystes financiers tablaient sur un profit de 689 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de Veolia a en revanche progressé de 13,4% à 36,2 milliards d'euros. 2008 a été "une année compliquée, difficile", a reconnu Henri Proglia, Pdg de Veolia. Les profits du groupe ont notamment été plombés par la mauvaise performance de la division propreté qui a été "fortement pénalisée par la crise économique depuis septembre". Cette division a souffert de la baisse des volumes de déchets des industriels et de la chute des prix des matières premières recyclables. Son bénéfice opérationnel a reculé de 20,3% sur l'année. Le groupe a en outre enregistré une charge de 430 millions d'euros liée à la perte de valeur de sa filiale VEOLIA PROPRIÉTÉ ALLEMAGNE (SULO, acquise en 2007). La branche eau a un

peu mieux résisté avec un résultat opérationnel en baisse de 5,5%, souffrant de mauvaises performances en Asie et en Amérique.

DIVISION TRANSPORT EN MEILLEURE FORME

Les divisions énergie et transport affichent quant à eux une meilleure forme, avec des résultats opérationnels en progression de respectivement 13,7% et 12,6%, grâce à la hausse des prix de l'énergie et aux efforts de productivité.

Pour 2009, la "priorité est à l'amélioration de la rentabilité", a annoncé Henri Proglia. Pour atteindre cet objectif, le groupe va réduire ses investissements de moitié par rapport à l'an dernier : ils ne dépasseront pas 2 milliards d'euros en 2009. "Nous ne ferons pas de plan social", a cependant promis M. Proglia, en évoquant toutefois une réduction des contrats d'intérim dans la branche propreté.

MAUREL ET PROM PÉTROLE

Cession de sa filiale colombienne

La société pétrolière MAUREL ET PROM cède pour 748 millions de dollars (589 millions d'euros) sa société d'exploration et de production d'hydrocarbures Hocol en Colombie à la compagnie colombienne Ecopetrol.

MAUREL ET PROM cède une filiale en Colombie pour 748 millions de dollars. Cette opération est encore soumise à l'aval des autorités de la concurrence colombiennes et son prix définitif, payé en numéraire, pourra encore être ajusté notamment en fonction du prix du baril de pétrole.

PROGRAMME D'EXPLORATION

HOCOL, qui a découvert et mis en production le champ d'Ocelote en 2007 et 2008, avait été rachetée par Maurel et Prom en 2005 pour 470 millions de dollars. "Le produit de cette cession sera utilisé par Maurel et Prom pour la poursuite de son programme d'exploration qui est le cœur de son activité", explique le groupe, qui conserve des permis

d'exploration en Colombie et ses droits au Venezuela.

Fin février, à l'occasion de la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire, le Pdg du groupe Jean-François Hénin avait indiqué que le groupe voulait "être un acteur de la consolidation" du secteur, affirmant être "sûr que 80% (des entreprises ayant la même activité dans le monde) vont disparaître ou fusionner dans les années qui viennent". Il avait alors précisé qu'il aurait sans doute une stratégie tournée vers l'Afrique et l'Asie. Mais "à ce jour aucun projet stratégique du type acquisition d'actifs, de sociétés ou de nouvelle association n'a franchi le stade des études préliminaires", indique Maurel et Prom. Il a ajouté toutefois être en discussions "avec des partenaires potentiels" sur sa filiale de forage CAROIL.

Exploitation

OmV va mettre en exploitation un nouveau champs gazier au Pakistan, en coopération avec ses partenaires italien ENI et pakistanais PPL. Le champ de Latif, dans le Sud du pays, doit fournir d'ici à la fin de l'année 5.000 barils équivalent pétrole par jour à la province environnante de Sindh. Au terme de la phase de test, la production pourra être augmentée à partir de 2011. Présent au Pakistan depuis 1991, le groupe pétrolier et gazier autrichien y a investi 226 millions de dollars et y revendique une production quotidienne moyenne de 17.000 barils équivalents pétrole.

Partenariat

Le transporteur aérien américain Delta Air Lines a annoncé le renouvellement d'une alliance commerciale avec la compagnie régionale Midwest Airlines, originellement signée avec Northwest Airlines, absorbé l'an dernier par Delta. L'accord entre les deux compagnies porte sur la mise en commun des programmes de fidélité, le marketing et l'accès aux salons d'attente dans certains aéroports. Ces mesures seront effectives à partir de juin. La fusion entre Delta Air Lines et Northwest Airlines, qui a donné naissance au numéro un mondial du transport aérien, apporte 379 lignes aux clients de Midwest.

Location

Boeing et le groupe Mexicana ont dévoilé un accord pluri-annuel de location portant sur 25 monocoqueurs 717-200 pour la compagnie aérienne Mexicana Click, filiale de Mexicana Group. La livraison des appareils doit commencer courant mars et se fera via la division Boeing Capital du constructeur aéronautique. L'accord prévoit également une formation des pilotes de Mexicana Click pour le 717-200, un bi-moteur pouvant transporter jusqu'à 104 personnes. L'appareil, initialement conçu par l'avionneur McDonnell Douglas et portant le nom de MD-95, a changé de nom lorsque l'avionneur américain a racheté ce dernier, en 1997.

Livraison

La compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Shell a déclaré l'état de force majeure pour le terminal d'exportation de Forcados (Sud du Nigeria), entraînant la non-garantie des livraisons, suite à une récente attaque d'un oléoduc. La mesure est entrée en vigueur le 7 mars. La clause de "force majeure", courante dans les milieux pétroliers et déjà invoquée par Shell au Nigeria, permet à l'industriel de suspendre ses obligations contractuelles, telles que les livraisons de pétrole et de gaz, à la suite d'événements imprévus, sans encourir de pénalités.

Le cuivre orchestre la remontée des métaux

Si les métaux précieux ont achevé la semaine stable ou en petite hausse, les métaux échangés au London Metal Exchange ont été galvanisés par un rebond du cuivre à un plus haut depuis quatre mois. Du côté des alimentaires, le sucre et le cacao ont légèrement reculé, tandis que les cours du café se stabilisaient.

OR - Le métal jaune a piqué du nez en milieu de semaine, touchant le seuil de 900 dollars, un plus bas depuis trois semaines, avant de se ressaisir.

Alors que le métal paraissait promis récemment à de nouveaux records historiques, avec une poussée le 20 février à 1.006 dollars l'once, il a depuis refléchi vers les 900 dollars, pâtissant notamment de la désaffection des fonds cotés ETF, dont les achats avaient fortement contribué à l'essor des prix.

"La hausse du chômage aux États-Unis, les baisses de taux des banques centrales et l'absence de nouvelles mesures de relance économique en Chine ont rappelé (aux investisseurs) que les économies mondiales étaient mal en point, ce qui a de nouveau attisé la demande pour les métaux précieux comme valeurs refuges", a commenté James Moore, du Bullion Desk.

Sur le London Bullion Market, l'once d'or a fini à 936 dollars vendredi, contre 936,50 une semaine plus tôt.

ARGENT - L'once d'argent a commencé par fléchir nettement avant de se redresser et finir la semaine inchangée.

Le 20 janvier, le métal gris s'était envolé à 14,64 dollars, un plus haut depuis août dernier. Il a depuis cédé du terrain dans le sillage de l'or, tombant jusqu'à 12,40 dollars l'once, un plus bas depuis un mois. "Le comportement de l'argent montre qu'il joue typiquement son rôle de valeur refuge plus rentable, mais plus volatile (que l'or) : il dépasse doucement les performances de l'or quand ce dernier est fort, mais chute moins doucement quand les métaux baissent", a commenté John Reade, de la banque UBS.

Le métal a ensuite repris du terrain, profitant comme l'or de son statut de valeur refuge.

L'once d'argent a clôturé à 13,46 dollars contre 13,21 dollars sept jours plus tôt.

PLATINE/PALLADIUM - Les métaux platinoïdes ont de leur côté légèrement progressé cette semaine.

"La façon dont le platine défie actuellement les mauvaises nouvelles (notamment dans le secteur automobile) devrait favoriser des hausses de prix dans les prochains jours", estime Eugen Weinberg.

Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine a fini à 1.071 dollars contre 1.059 dollars le vendredi précédent.

L'once de palladium a terminé à 202,50 dollars contre 195 dollars une semaine plus tôt.

MÉTAUX DE BASE - Les cours des métaux échangés au London Metal Exchange ont été galvanisés par un rebond du cuivre à un plus haut depuis quatre mois.

Le **PLOMB** a frôlé la barre des 2.000 dollars la tonne, grimant à 1.198 dollars vendredi, un plus haut depuis un mois. Sur la semaine, il a bondi de 16%.

Autre métal à avoir repris des couleurs, le **ZINC** a gagné 12%. Son cours a bondi vendredi jusqu'à 1.268 dollars, son niveau le plus haut depuis six semaines.

L'**ÉTAIN** a lui aussi grimpé dans le sillage du cuivre, reprenant 3,2% sur la semaine.

Le regain de forme de ces métaux contraste avec l'atonie du **NICKEL**, qui n'a gagné que 2%, et de l'**ALUMINIUM**, resté très déprimé.

Le métal léger a végété près de son plus bas depuis sept ans touché le 20 février, à 1.300 dollars la tonne.

"Le moral des opérateurs est resté plombé et le métal industriel n'a pas réussi à profiter du bond du cuivre", notait Joel Crane.

"Les prix de l'aluminium sont affaiblis par la poursuite de la hausse des réserves au LME", notait Eugen Weinberg, de la banque Commerzbank. Les stocks ont atteint 3,260 millions de tonnes au LME.

Sur le LME, une tonne d'aluminium pour livraison dans trois mois valait 1.338 dollars la tonne vendredi contre 1.306 dollars la tonne une semaine plus tôt.

Le cuivre valait 3.724 dollars la tonne contre 3.420 dollars.

Le plomb valait 1.198 dollars la tonne contre 1.029 dollars.

L'étain valait 11.200 dollars contre 10.850 dollars.

Le nickel valait 9.900 dollars la tonne contre 9.725 dollars.

Le zinc valait 1.245 dollars contre 1.111 dollars.

CACAO - Les prix du cacao ont poursuivi leur repli, affectés par l'annonce que les livraisons en Côte d'Ivoire se poursuivaient à un bon rythme.

"Les livraisons de cacao dans les ports de la Côte d'Ivoire (premier producteur mondial, NDLR) ont augmenté de 59% la semaine achevée le 22 février selon les derniers chiffres officiels", a rapporté la revue "Public Ledger".

En vedette...

CUIVRE



Le **CUIVRE** a bondi jusqu'à 3.785 dollars la tonne, son niveau le plus haut en près de quatre mois. Le métal a fini la semaine en hausse de 9%, tandis que les stocks enregistraient une baisse de 17.000 tonnes, pour la première fois depuis octobre. "Les prix du cuivre rebondissent fortement et pourraient tenter une incursion dans la zone des 4.000-5.500 dollars, mais cette envolée n'est pas appelée à durer", a commenté Robin Bhar, analyste à la banque Calyon.

La hausse "impressionnante" des cours a été déclenchée par "une amélioration des perspectives économiques en Chine", a expliqué Joel Crane, de Deutsche Bank. Les prix du métal ont profité d'importations massives de la part de la Chine, qui se constitue des réserves d'État.

"Le fait que la Chine refasse ses réserves de cuivre masque une demande de métal faible, et le marché reste trop approvisionné", juge-t-il toutefois. "La détérioration du paysage macroéconomique, qui suggère que la récession s'aggrave dans l'industrie (...) n'est pas un environnement favorable pour un métal aussi sensible à la conjoncture économique que le cuivre", a-t-il aussi argumenté. Il s'attend à ce que le métal touche bientôt de nouveaux plus bas avant de rebondir en fin d'année.

"Quand les achats du Bureau des réserves d'État chinois auront cessé, le cuivre pourrait facilement retomber à ses plus bas de décembre", abonde Joel Crane.

Alors que les prix du cacao ont été dopés fin janvier par des pronostics de récolte catastrophiques, les dernières semaines de la saison semblent indiquer que ces anticipations étaient peut-être exagérées.

Le contrat pour livraison en mars avait atteint le 20 janvier 2.045 livres sterling la tonne à Londres, un prix plus observé depuis 1985.

La production mondiale de cacao devrait décliner de 5% durant l'année cacaoyère 2008-2009, entamée en octobre, a toutefois confirmé mardi l'Organisation internationale du cacao (Icco) dans son rapport trimestriel, alors que les exportations ivoiriennes ont chuté.

Sur le Liffe, la tonne de cacao pour livraison en mai valait 1.804 livres sterling la tonne vendredi, contre 1.845 livres la semaine précédente.

Sur le NYBoT, le contrat pour livraison en mai valait 2.264 dollars la tonne contre 2.417 dollars le vendredi précédent.

CAFÉ - Les prix du café se sont stabilisés après leur déclin de la semaine précédente.

"L'Association vietnamienne du café (VCA) a révisé à la baisse, d'1 million de tonnes (mt), à 16 mt sa prévision de récolte pour 2008-2009 en raison de la mauvaise qualité des fèves", rapportait Abah Ofon, soulignant que cela devait jouer en faveur de prix bien soutenus. "Bien que les prix du café aient piqué du nez en février, l'équilibre offre-demande devrait jouer en leur faveur, à long terme", observait M. Ofon.

Sur le Liffe, le robusta pour livraison en mai valait 1.506 dollars contre 1.551 dollars la tonne la semaine précédente.

Sur le NYBoT américain, l'arabica pour livraison en mai valait 108 cents la livre contre 111,75 cents la livre le vendredi précédent.

SUCRE - Les cours du sucre ont cédé un peu de leurs gains des dernières semaines, sur des prises de bénéfices, mais restaient soutenus par l'anticipation d'un déficit de sucre en 2009.

Selon l'International Sugar Organization (Iso), qui rassemble les principaux producteurs, le déficit passera en 2009 à 4,3 millions de tonnes, contre 3,6 anticipés précédemment.

De son côté, le courtier Czarnikow anticipe pour l'année 2008-2009 une chute record de la production, de 15,2 millions de tonnes.

"La consommation sera largement supérieure à la production pendant la saison 2008", affirment ses analystes dans leur revue mensuelle.

Tandis que la production indienne va chuter, la consommation mondiale, elle, continue de progresser.

"La consommation mondiale devrait atteindre 164 millions de tonnes, soit une progression de 1,5% par rapport à 2008 (162 mt)", précise Czarnikow.

Sur le Liffe de Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en mai valait 383 livres vendredi, contre 399,90 livres la semaine précédente.

Sur le NYBoT américain, la livre de sucre brut pour livraison en mai valait 12,90 cents la livre, contre 13,78 cents le vendredi précédent.

CÉRÉALES/SOJA - Les prix du blé, du maïs et du soja ont fini sans grand changement après une semaine volatile sur le marché à terme de Chicago, sous les influences contradictoires des marchés boursiers et pétrolier.

"En l'absence de nouvelle importante concernant les fondamentaux du marché, les cours ont suivi surtout l'indice Dow Jones", a expliqué Joe Victor d'Allendale.

La Bourse de New York a encore chuté, tombant à des niveaux qui n'avaient plus été vus depuis douze ans, alors que les investisseurs continuent de voir l'économie se dégrader. Face à la persistance de la crise, les investisseurs ont été tentés de se retirer également des matières premières agricoles, entraînant les cours vers le bas.

Mais le marché a subi l'influence inverse du marché pétrolier, qui après une chute lundi, s'est redressé, le baril évoluant en fin de semaine autour des 45 dollars à New York.

Les cours du maïs et du soja sont particulièrement sensibles à l'évolution des cours de l'or noir, car ils sont utilisés pour la production des biocarburants. Plus généralement, la fermeté des marchés de l'énergie reflète les espoirs des opérateurs d'une stabilisation de la demande de matières premières.

Le marché devrait rester dépendant des Bourses et du pétrole, mais surveillera également l'évolution de la situation en Argentine, un important exportateur de soja et maïs. Après une grève des ventes de cinq jours, les fédérations agricoles et le gouvernement ont passé un accord pour éviter un nouveau conflit durable.

Le compromis comprend des subventions et des allègements fiscaux sur le lait, la viande, le blé et le maïs mais pas sur le soja. La décision du gouvernement d'augmenter de 25% la taxe à l'exportation du soja, principale richesse du pays, avait provoqué un conflit de six mois paralysant le pays en 2008.

Mais selon M. Victor, le risque demeure "que le gouvernement nationalise le réseau d'exportations", ce qui pèserait sur les cours du soja.

Le contrat de graines de soja pour livraison en mai a terminé à 8,67 dollars le boisseau (environ 25 kg) contre 8,72 dollars le vendredi précédent, soit un repli de 0,6% sur la semaine.

Le contrat de maïs pour livraison en mai est monté à 3,6150 dollars contre 3,59 dollars sept jours plus tôt, soit une progression de 0,7%.

Le contrat de blé à échéance identique a fini à 5,27 dollars contre 5,2150 dollars le vendredi précédent (+1,05%).

COTON - Les prix du coton ont encore reculé à New York, dans un marché qui reste pessimiste.

"La récente baisse des prix est probablement due plus au manque d'achat qu'à des fortes ventes", ont estimé les analystes de la maison de courtage Plexus Cotton, relevant un volume d'échanges "anémiq".

Les exportations américaines sont pourtant restées "encourageantes", selon ces analystes. Mais cela signifie que les autres exportateurs ont plus de mal à écouler leurs stocks, ont-ils ajouté, ce qui pourrait pousser des "acheteurs paniqués à baisser drastiquement leurs prix" plus tard dans l'année.

Le contrat pour livraison en mai a fini à 41,59 cents la livre, contre 43,29 cents vendredi dernier en clôture, soit un repli de 3,9%.

L'indice Cotlook A, moyenne quotidienne des cinq prix du coton les plus faibles sur le marché physique dans les ports d'Orient, valait vendredi 50,40 dollars, contre 52,80 dollars vendredi dernier (-4,5%).

En hausse

La production automobile en Chine a été au plus haut depuis huit mois en février, aidée par les mesures du gouvernement en faveur de ce secteur. 850.000 véhicules sont sortis des chaînes le mois dernier alors que, depuis les 824.000 enregistrés en juin dernier, la production était restée sous les 800.000 unités, a affirmé Li Yizhong, ministre de l'Industrie et de la Technologie de l'Information. La production industrielle dans son ensemble devrait toutefois rester atone, avec une hausse équivalente à ses faibles niveaux de fin 2008 (+5,7% en décembre), a souligné M. Li. Le marché automobile chinois, habitué à des ventes en hausse de plus de 20%, a enregistré en 2008 sa première croissance à un seul chiffre depuis 1999, de +6,7% sur un an.

Tempête

Une tempête de sable frappait hier le Koweït interrompant les exportations pétrolières, provoquant la fermeture des trois ports et perturbant le trafic aérien. "Nous avons interrompu les exportations de pétrole jusqu'à l'amélioration des conditions climatiques", a indiqué **Mohammad al-Ajmi**, porte-parole de la KUWAIT NATIONAL PETROLEUM CO. (KNPC). Il a ajouté que les trois raffineries du pays fonctionnaient normalement. Des vents de sable de 60 km/h ont réduit la visibilité à 300 m à l'aéroport de Koweït et à moins 150 m en mer. Un avion de la compagnie privée koweïtienne AL-JAZEERA en provenance de Dubaï a été dérouté sur Bahreïn mais les avions continuaient de décoller normalement de l'aéroport international de Koweït.

Arrêt

La moitié de la raffinerie TOTAL de Donges, deuxième raffinerie du groupe en France, est arrêtée pour neuf semaines pour des travaux d'entretien et rénovation nécessaires tous les cinq à six ans. Le grand arrêt de la raffinerie de Donges est le deuxième plus important jamais organisé au sein du groupe, tant par sa technicité que par son ampleur. Cet arrêt d'un budget supérieur à 130 millions d'euros comprendra notamment des améliorations afin de permettre la baisse de la teneur en soufre des carburants ou la baisse des émissions de SO₂ (dioxyde de soufre) de la raffinerie. Le retour à la normale, après redémarrage des installations, est prévu fin avril. Quelques 2.500 personnes en moyenne seront mobilisées.

Nigeria: Une attaque contre Chevron déjouée

L'armée nigérienne a avoir déjoué un complot visant une installation pétrolière et des oléoducs du géant américain CHEVRON dans la région du Delta du Niger. "La force conjointe police-armée, dans le cadre de son opération «Restore Hope» (Ramener l'espoir), a déjoué le complot de voleurs de la communauté de Benkruru dans l'État du Delta pour attaquer la station de pompage Chevron à Abiteye et faire sauter les oléoducs", a indiqué le porte-parole des forces armées, le colonel **Rabe Abubakar**.

Le projet avait été déjoué grâce à des "rapports confidentiels", a-t-il dit, suggérant un possible lien avec la saisie le

Réaction...

TLF Rhône-Alpes

"Le port de Marseille n'appartient pas à la CGT mais à la marchandise"

Après avoir entendu les propos d'un syndicaliste CGT du port de Marseille déclarer sur "Europe 1" hier matin que le port de Marseille appartient aux familles des adhérents de l'organisation syndicale, **Dominique Di Bello**, président de TLF Rhône-Alpes, s'est indigné : "Le port de Marseille n'appartient pas aux cégétistes mais à la marchandise". Il a souhaité à son tour que le conflit soit réglé dans les meilleurs délais. Selon lui, la région Rhône-Alpes génère 60 à 70% du trafic du port phocéén. M. Di Bello a ajouté que Marseille est en concurrence avec non seulement Anvers, et le Havre mais également depuis le 3 février Barcelone, port catalan avec lequel Lyon est connecté grâce à un service de liaisons ferroviaires tri-hebdomadaires.

Pour sa part, le leader CGT du Grand Port maritime de Marseille (GPM) **Pascal Galeotti** a estimé que les propos tenus par le syndicaliste sur "Europe 1" ne pouvaient pas être ceux d'un leader syndical. À propos de la réforme de l'organisation du travail sur les quais inscrite dans le cadre de la loi du 4 juillet 2008, il a prôné le dialogue et la concertation.

La préfecture des Bouches-du-Rhône a d'autre part annoncé une réunion "exceptionnelle" lundi du Conseil de surveillance du port de Marseille, en présence de l'ensemble des élus, consacrée à la situation "préoccupante" dans les bassins Est et à la mise en liquidation judiciaire de la société UNM.

V.J.C.

Frets maritimes

Les vracs secs au plus haut depuis cinq mois

Les prix du transport de marchandises sèches par bateau ont confirmé leur rebond et renoué avec des niveaux plus vus depuis cinq mois, alors que les prix du transport de produits pétroliers s'effondraient à un nouveau plus bas historique. L'indice composite Baltic Dry Index (BDI), moyenne des prix pratiqués sur 24 routes mondiales de transport en vrac de matières sèches (minerais, charbon, métaux, céréales, etc.) a confirmé sa remontée. Il a clôturé à 2.225 points vendredi, son niveau le plus haut depuis début octobre, contre 1.986 points vendredi 6 mars. L'indice avait plongé à 440 points le 12 décembre, son niveau le plus bas depuis son lancement en 1997. Sa valeur a depuis été multipliée par cinq. Le Baltic Panamax Index (BPI), qui comporte sept routes, dont la plupart concernent les céréales, a lui atteint un plus haut depuis cinq mois. Il a fini à 2.230 points, un plus haut depuis octobre dernier, contre 1.542 points une semaine plus tôt. L'indice était tombé à un plus bas depuis sa création en décembre 1998, à 663 points, le 5 décembre. Les frets pétroliers ont évolué quant à eux dans des directions divergentes. L'indice Baltic Dirty Tanker Index (BDTI), moyenne des taux pratiqués sur onze routes de transport de pétrole brut, a un peu progressé. Il a fini à 691 points contre 601 points le 6 mars. L'indice avait touché début février son bas niveau depuis sa création en 2001, à 573 points. L'indice Baltic Clean Tanker Index (BCTI), moyenne des prix pratiqués sur cinq routes de produits pétroliers raffinés (essence, gaz liquéfié, fioul de chauffage, etc.) a en revanche fini sur un nouveau plus bas historique, à 504 points, contre 554 points une semaine plus tôt.

En baisse

Fuji Heavy Industries (voitures de marque Subaru, pièces pour avions, etc.) a révisé à la baisse ses prévisions financières pour l'exercice 2008-2009, qui s'achève fin mars, s'attendant à une perte nette encore pire que prévu. Le conglomérat japonais prévoit de terminer l'exercice sur une perte nette de 23 milliards de yens (190 millions d'euros), alors qu'il tablait auparavant sur une perte de 19 milliards. En 2007-2008, le groupe avait réalisé un bénéfice net de 18,48 milliards. Fuji Heavy a expliqué cette révision par le dépôt de bilan, aux États-Unis, de l'avionneur Eclipse Aviation, qui fabrique les jets d'affaires Eclipse et qui est un important client du groupe japonais. Le groupe prévoit que cette défaillance pourrait lui faire perdre environ 6,58 milliards de yens.

Naufrage

Suite au naufrage d'un navire près de Phuket, le corps d'une Européenne a été retrouvé. Le bateau, qui transportait trente personnes, dont dix-neuf touristes étrangers, amateurs de plongée, a été signalé manquant dimanche. Il avait quitté la partie méridionale de Phuket et se dirigeait vers les îles Similan. Lundi, la police de Phuket avait indiqué que vingt-trois passagers et la majorité de l'équipage avaient été secourus mais que deux Suisses, deux Autrichiens, un Japonais, un Allemand et un Thaïlandais membre de l'équipage étaient portés manquants.

Atterrissage

Un avion d'EASYJET a effectué lundi un atterrissage d'urgence à l'aéroport de Salonique, dont il venait de décoller à destination de Londres, après une collision avec des oiseaux. Les 139 passagers et six membres d'équipage ont été évacués sains et saufs de l'appareil, un AIRBUS. Une collision avec des volatiles avait aussi failli entraîner le 15 janvier dernier le crash d'un Airbus A320 mais le pilote avait réussi un amerrissage sur le fleuve Hudson.

Sur le vif...

Toulon

Les marins du "Ital Roro One" vont rentrer chez eux

Onze marins philippins et roumains abandonnés depuis plus de quatre mois sur leur navire saisi à La-Seyne-sur-Mer (Var) vont pouvoir regagner leurs pays aux termes d'un accord négocié par des syndicats français et la direction des Affaires maritimes de Toulon. "Cela a été plus rapide que prévu", s'est félicité **Sauveur Félé**, délégué général de la CFDT Maritime à Toulon. Les marins ont reçu leurs billets de train et d'avion et auront une avance sur salaires. Les Philippins doivent partir dès demain et les Roumains jeudi. Fin janvier, ces marins qui n'étaient pas payés depuis plus de quatre mois avaient confié la défense de leurs droits aux syndicats français de la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) après de vaines discussions avec les syndicats italiens de l'ITF.



mois dernier par les forces de sécurité à Abiteye de vingt-quatre péniches soupçonnées de transporter du pétrole brut volé. Le colonel Abubakar a précisé que les forces armées étaient en alerte maxi-

mum pour repousser toute attaque sur la station de pompage. Il a également conseillé aux habitants de dissuader leurs enfants de servir d'exécutants aux assaillants.

Chevron, un des principaux opérateurs au Nigeria, produit 320.000 barils de pétrole brut par jour, mais certaines de ses installations ont été fermées en raison des violences dans le Delta du Niger. Depuis janvier 2006, les attaques de rebelles dans le Delta ont diminué la production du Nigeria de plus d'un quart. Généralement de près de deux millions de barils/jour actuellement, la production atteignait en 2006, 2,6 mbj.

l'antenne

Édité par la SMECI
sarl au capital de 2.200 Euros
R.C. 447 889 395 00037

Siège social : 32, avenue André Roussin
BP 36 - 13321 Marseille Cedex 16
ISSN 0395-8582 - CPPAP 0313T79480

Imprimerie : RPN
36/40 boulevard Robert Schuman
93190 LIVRY GARGAN
Dépôt Légal : 10 Avril 2006

Directeur de la publication : N. ARIAS
Gérant : Richard REVERCHON

Tél. : 04.91.33.25.81 - Fax : 04.91.55.58.97
Site Internet : www.lantenne.com

Publicité : F. Revenaz 04.91.13.71.60
Bureau Normandie : 06.21.88.97.42
Annonces maritimes : 04.91.33.83.01
Abonnement : 04.91.13.71.59

E-mail : redaction@lantenne.com
f.andre@lantenne.com
v.calabrese@lantenne.com

ABONNEMENT FRANCE :

Un an 406,00 €
Six mois 263,00 €

Tarif pour l'étranger et par avion sur demande

Prix du numéro : 2,40 €

Cette publication peut être utilisée dans le cadre de la formation professionnelle continue